



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Les Clefs du Trésor

Introduction

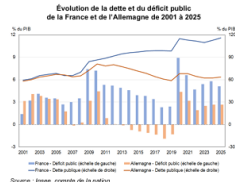
Dorothee ROUZET

La série « Les Clefs de l'Économie »

Finances publiques : une situation dégradée, un redressement nécessaire

Sous-direction des finances publiques

- Le déficit public de la France a atteint 5,1 % en 2025, soit le quatrième niveau le plus élevé de l'Union européenne, et la dette publique 115,7 % du PIB, soit le troisième niveau le plus élevé après la Grèce et l'Italie. Cette situation contraste avec le début des années 2000, où la France affichait une position budgétaire proche de l'Allemagne.
- Les finances publiques françaises se caractérisent par la concomitance d'un taux de prélèvements obligatoires et de dépense publique rapportés au PIB élevés, qui reflète notamment l'ampleur du modèle de protection sociale.
- Après une amélioration continue entre 2011 et 2019, le solde public s'est détérioré sous l'effet des crises successives et des mesures de soutien mises en œuvre pour en atténuer les conséquences économiques et sociales. D'autres facteurs ont aussi contribué à la croissance des dépenses, notamment la hausse de la charge de la dette, l'effort de défense ou le vieillissement de la population.
- Des efforts importants de consolidation des finances publiques sont nécessaires pour assurer la soutenabilité de la dette publique et respecter les engagements européens de la France. Un rapport de quatre économistes publié en juin 2026 préconise ainsi un effort de l'ordre de 125 Md€ à horizon 2032 par rapport au scénario « à politique inchangée ».

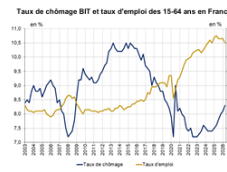


Note de lecture : En 2025, le déficit public s'élevait à 8,9 % de PIB en France contre 4,4 % de PIB en Allemagne (échelle de gauche), tandis que la dette s'élevait à 114,9 % de PIB en France contre 68 % en Allemagne (échelle de droite).

Marché du travail : quelles marges pour retrouver le chemin du plein emploi ?

Nicolas BAAKINI, Tu Duyen NGUYEN

- Le marché du travail français s'est nettement amélioré depuis une décennie : en 2025, le chômage est inférieur de 2,7 points à son pic de 2015, proche de son plus bas niveau atteint en 2007, tandis que le taux d'emploi des 15-64 ans atteint 69,3 %, son plus haut niveau depuis 1975.
- Cette amélioration tendancielle tient à un cycle international favorable et à des réformes structurelles : politiques de réduction du coût du travail, hausse de l'emploi des seniors liée aux réformes des retraites de 2010, 2014 et 2023, ordonnances « Travail » de 2017, essor de l'apprentissage depuis 2019, réformes de l'assurance chômage (2019-2021, 2023 et 2024) et création de France Travail en 2024.
- Toutefois, depuis la mi-2023, le marché du travail ralentit dans un contexte de ralentissement de la croissance économique en France et chez nos partenaires après le fort rebond post-Covid. Le taux de chômage atteint 8,3 % au 2^e trimestre 2026 et l'emploi salarié diminue de 22 800 emplois au premier semestre 2026.
- Les marges qui nous séparent du plein emploi se concentrent sur certains publics : jeunes peu diplômés, seniors, femmes (notamment mères), et personnes peu qualifiées. Au-delà de la résorption du chômage, l'enjeu porte sur leurs taux d'activité et d'emploi, leurs heures travaillées et la qualité de leurs emplois et trajectoires de carrière.
- Les déterminants de l'emploi sont multiples : formation initiale et continue, appariement des compétences, mobilité géographique, assurance chômage, retraites, coût du travail et protection de l'emploi. Une stratégie d'ensemble est nécessaire pour enrayer la hausse du chômage et retrouver le chemin du plein emploi.



Source : Insee

Logement : des tensions structurelles pesant sur l'offre et la mobilité

Diego DIAVO, Clémence FAIVRE, Anouk PRADIER

- La production de logements neufs et les transactions ont ralenti depuis mi-2022, la hausse des taux d'intérêt ayant entraîné une dégradation du pouvoir d'achat immobilier des ménages. Cela accentue la pression sur un marché locatif déjà tendu.
- Malgré une offre agrégée de logements qui reste élevée au regard des besoins démographiques, cette situation a mis en lumière les fragilités structurelles du marché du logement : des prix élevés freinant l'accès à la propriété, notamment des plus jeunes, une baisse de l'offre locative privée, ou des délais d'attribution allongés dans le logement social.
- Le soutien public au logement apparaît important et varié, dans ses objectifs comme dans ses instruments. Les études empiriques suggèrent qu'il pourrait être mieux ciblé vers les ménages ou les territoires les plus contraints, et en faveur des dispositifs les plus efficaces. Un certain nombre de dispositifs sont en effet susceptibles d'avoir un effet inflationniste sur les prix immobiliers, qui en atténuerait l'efficacité à moyen terme.
- Face aux défis du marché du logement, la littérature économique identifie en particulier deux leviers : augmenter l'offre de logements en densifiant les grandes métropoles et réformer la fiscalité foncière.
- Ces pistes viseraient notamment à répondre à un contexte où l'évolution démographique en faveur des grandes métropoles accentue la tension immobilière dans les zones tendues.

Trois façons de lire la dépense publique en logement en 2025 (en Md€) : pour quel objectif, par quel moyen, et pour quel segment de marché ?



Source : Classification DG Trésor à partir du Compte satellite du logement 2025 (CEDES).
 Note de lecture : En 2025, les 45,1 Md€ des aides au logement comprennent 10,4 Md€ de l'aide à la rénovation des logements. Par souci de lisibilité, une catégorie « divers » (0,4 Md€) n'est pas représentée (elle comprend notamment l'accession de base foncière dans les zones tendues, les exonérations et abattements de plus-values).

Finances publiques : une situation dégradée, un redressement nécessaire

Intervenants

Gaël DUFRASNE

Sixtine DE LA RAUDIÈRE

Martin TERRIEN

Louis WERY

Trésor-Éco n°403
Septembre 2026

Finances publiques : une situation dégradée, un redressement nécessaire

1. Situation et spécificités françaises en matière de finances publiques
2. Un creusement du déficit aux facteurs multiples depuis 2019
3. Un effort important et nécessaire de consolidation budgétaire

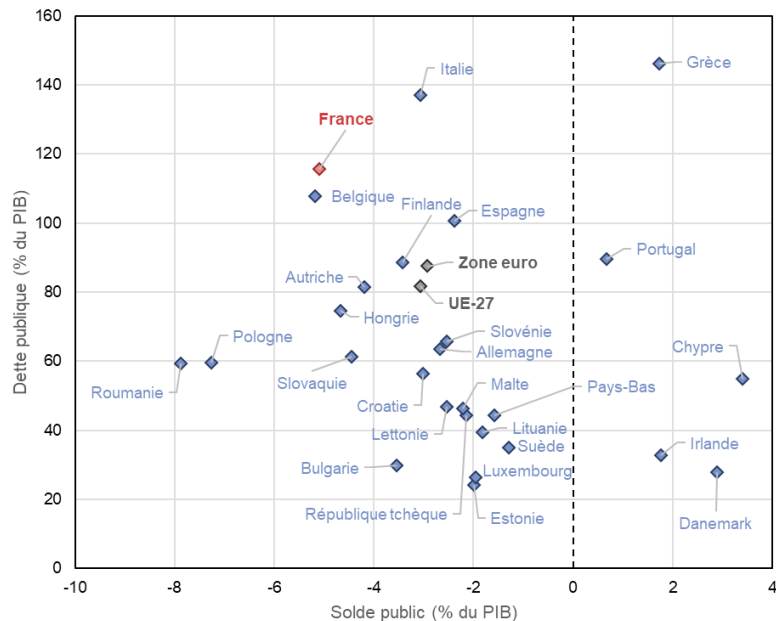
1. Situation et spécificités françaises en matière de finances publiques

Situation et spécificités françaises

Une position budgétaire dégradée au sein de l'Europe

- En 2025, avec un solde public de -5,1 % du PIB, la France avait le **quatrième déficit le plus élevé de l'Union européenne (UE)**.
- **La dette publique atteignait 115,7 % du PIB**, au troisième rang de l'UE.
- En 2026, le déficit devrait être de 5,4 % du PIB et la dette devrait atteindre 119,3 % du PIB.

Dettes et déficits publics au sein de l'UE en 2025



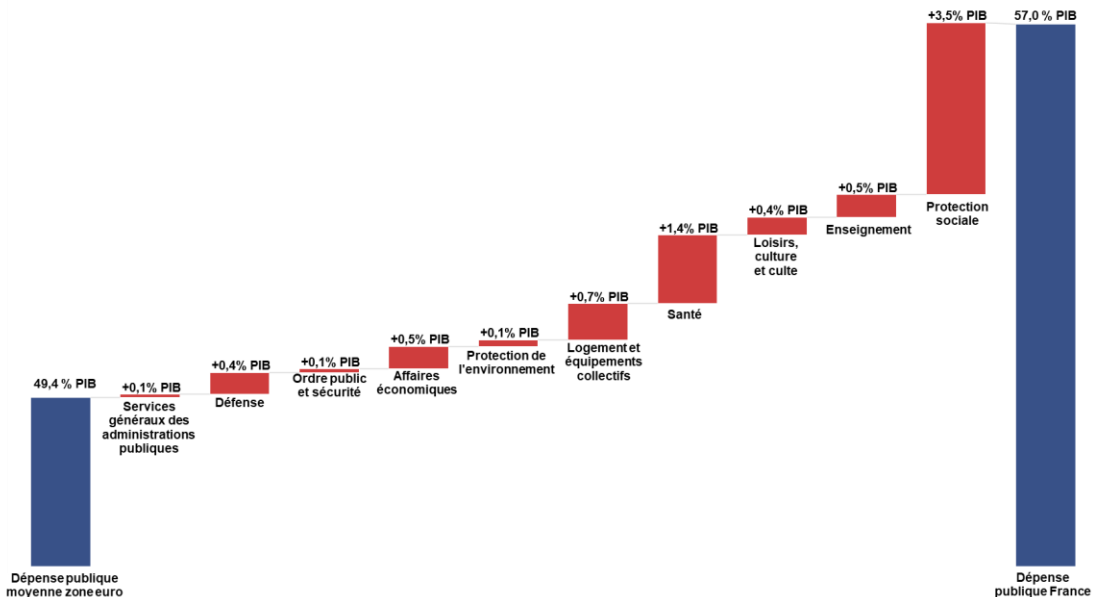
Situation et spécificités françaises

Un niveau de dépense publique structurellement plus élevé que nos voisins

- Avec 57 % du PIB, la France a la 2^{ème} dépense publique la plus élevée de la zone euro.

Comparaison de la dépense publique française à la moyenne de la zone euro en 2024

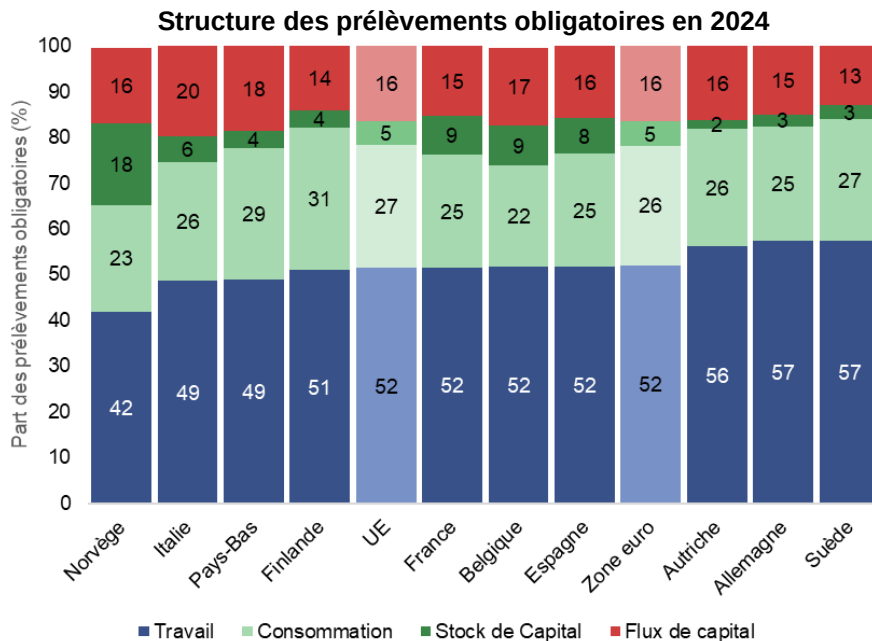
- L'écart à la moyenne de la zone euro provient principalement de la protection sociale, ce qui s'explique partiellement par un périmètre d'intervention plus large.
- Depuis 2019, l'écart avec nos voisins s'est légèrement réduit.



Situation et spécificités françaises

Des prélèvements obligatoires importants, reposant majoritairement sur le travail

- La France a l'un des **taux de prélèvements obligatoires les plus élevés d'Europe**, lié au champ de l'intervention publique.
- La **structure des prélèvements obligatoires est proche de la moyenne européenne**, avec toutefois un poids un peu plus élevé de l'imposition du stock de capital et un peu plus faible de la fiscalité de la consommation.
- Malgré un poids relativement faible de l'impôt sur les sociétés, les prélèvements sur les entreprises demeurent élevés.

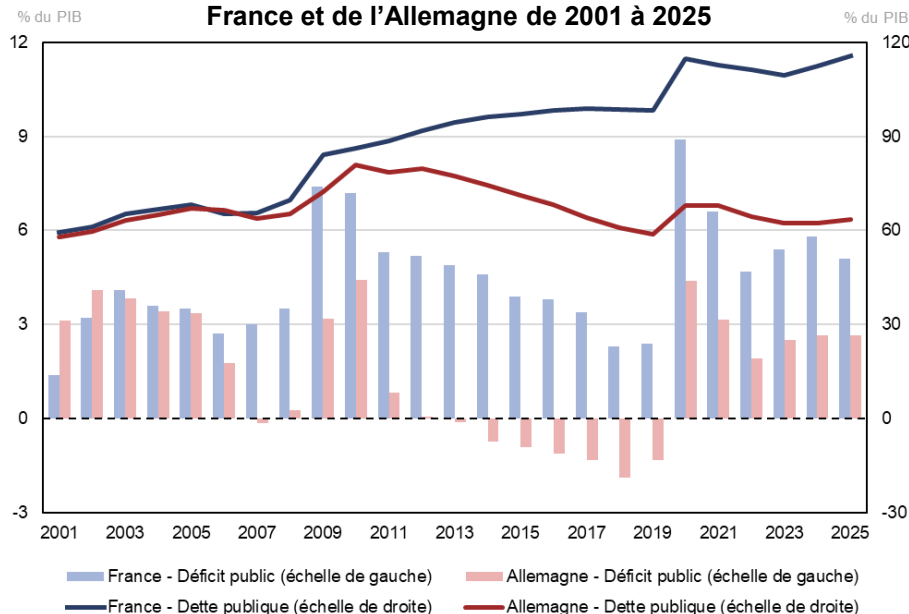


Situation et spécificités françaises

Des finances publiques soumises à d'importantes fluctuations depuis 2000

- Le déficit a fortement fluctué au gré des crises économiques.
- La situation était comparable avec l'Allemagne au début des années 2000.**
L'Allemagne a ensuite fortement réduit son déficit et stabilisé sa dette, tandis que le **ratio de dette publique sur PIB a doublé en France en augmentant de manière quasi-continue** depuis 2001.
- L'effort de redressement cumulé à un environnement favorable ont permis la **réduction du déficit entre 2011 et 2019.**

Évolution de la dette et du déficit publics de la France et de l'Allemagne de 2001 à 2025



2. Un creusement du déficit aux facteurs multiples depuis 2019

De multiples facteurs de dégradation depuis 2019

Un contexte de succession de crises

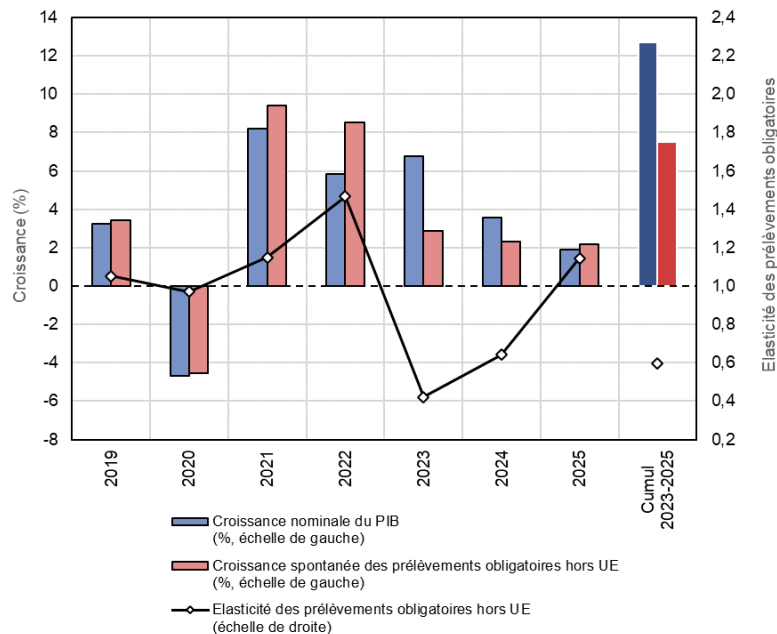
- Malgré une amélioration, la **position budgétaire de la France demeurait relativement défavorable à la veille de la crise du Covid-19** (2,4 % de déficit, parmi les plus élevés de l'UE).
- **Les chocs exceptionnels se sont multipliés depuis 2020** (crise sanitaire du Covid-19, choc inflationniste de 2022, conflit au Proche et Moyen-Orient), contribuant à la détérioration du solde public :
 - Par la transmission « mécanique » des crises aux finances publiques (dépenses indexées, effet du ralentissement économique sur les recettes) ;
 - Par les mesures discrétionnaires prises par le Gouvernement pour atténuer les conséquences des crises (chômage partiel, bouclier tarifaire, plan de relance).

De multiples facteurs de dégradation depuis 2019

Un dynamisme des recettes défavorable

- **Le ralentissement économique s'accompagne d'une évolution défavorable des recettes publiques**, généralement liée à celle du PIB en valeur (élasticité des prélèvements obligatoires égale à 1 sur longue période).
- **Cette évolution est renforcée par l'élasticité infra-unitaire des recettes fiscales** en 2023, 2024 et 2026 (en prévision).
- En outre, certaines réformes mises en œuvre au cours de la dernière décennie ont contribué à réduire durablement le niveau des recettes, malgré leur effet positif sur l'activité.

Élasticité des prélèvements obligatoires depuis 2019



De multiples facteurs de dégradation depuis 2019

Une hausse soutenue de plusieurs postes de dépense

- La hausse du déficit public s'explique pour 2,7 % du PIB entre 2019 et 2024 par la **hausse des dépenses publiques, hors mesures de crises**.
- **Les dépenses sociales ont connu un fort dynamisme entre 2019 et 2024**, principalement sous l'effet de la hausse des dépenses de santé, ainsi que de l'indexation des pensions de retraite.
- Certains facteurs de hausse de la dépense des administrations publiques découlent de choix reflétant les priorités d'investissement du Gouvernement : France 2030, apprentissage, effort de réarmement.
- **La charge de la dette des administrations publiques a quasi-doublé depuis 2019**, sous l'effet de la forte hausse des taux d'intérêt et de l'accumulation du stock de dette en raison des déficits successifs.

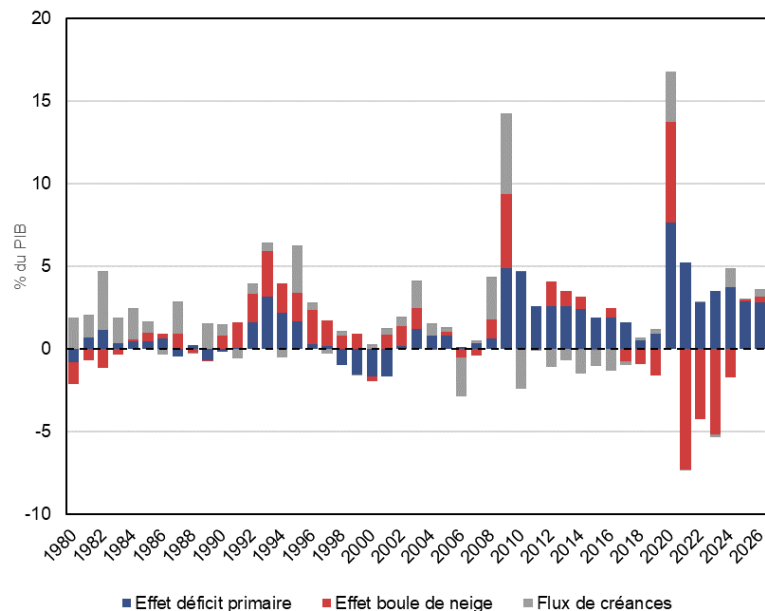
3. Un effort important et nécessaire de consolidation budgétaire

Un effort de consolidation important et nécessaire

Garantir la soutenabilité des finances publiques

- La stabilisation du ratio de dette publique nécessite désormais d'atteindre un excédent primaire avec l'inversion de l'effet « boule de neige ».
- **Le retour à une trajectoire de finances publiques soutenable est partie intégrante du maintien de la crédibilité de la France** auprès de ses investisseurs et partenaires européens.
- **La baisse du déficit doit permettre de restaurer les marges de manœuvre budgétaires nécessaires** pour financer les investissements d'avenir et faire face aux chocs futurs.

Décomposition de la variation annuelle de dette depuis 1980

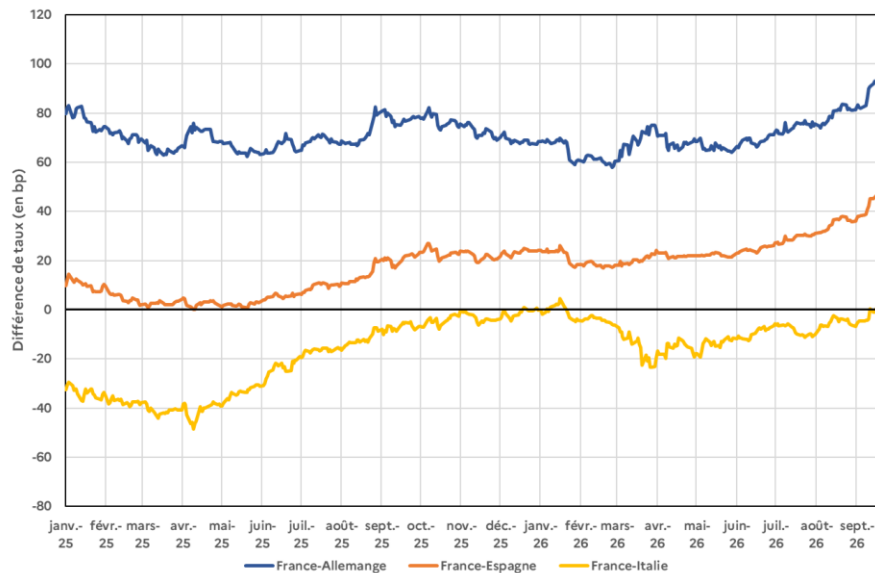


Un effort de consolidation important et nécessaire

Un effort dont l'ampleur est renforcée par des facteurs de hausse tendancielle du déficit

- La hausse de la charge de la dette est amenée à se poursuivre sous l'effet de l'augmentation des taux, qui se répercute progressivement au fur et à mesure que la dette est refinancée.
- L'effort de réarmement décidé dans le cadre de la loi de programmation militaire devrait également contraindre la dépense de l'État.
- Les besoins d'investissements liés aux transitions écologique, énergétique et technologique, ainsi que les dépenses liées au vieillissement de la population, contribueront à renforcer l'ampleur de l'effort.

Différence des taux d'intérêt à 10 ans de la France avec l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie au 22 septembre 2026

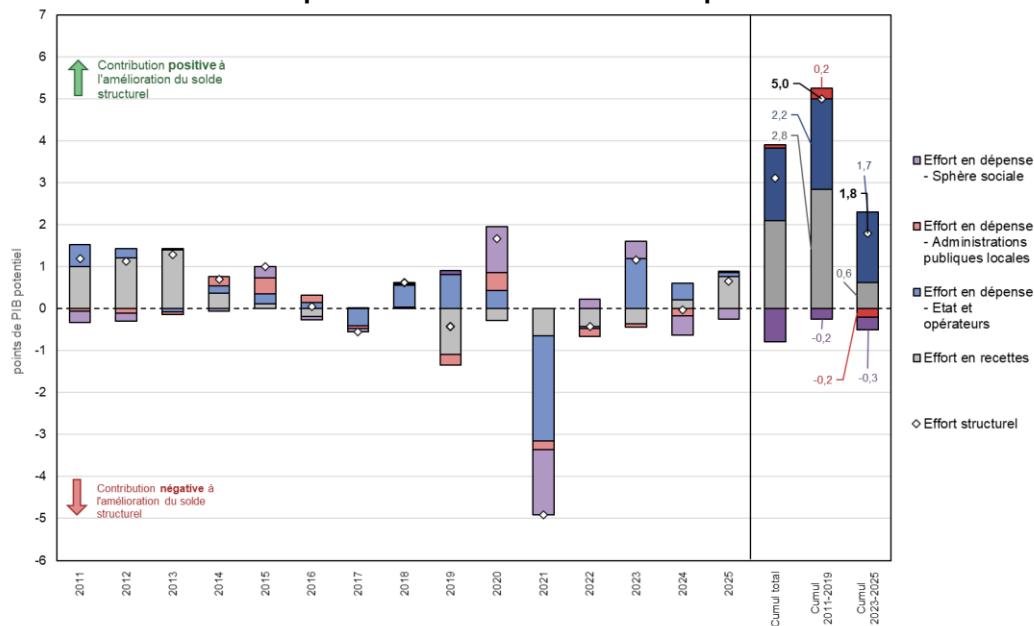


Un effort de consolidation important et nécessaire

Une consolidation qui devra être équilibrée et équitablement répartie

- La consolidation budgétaire **affecte l'activité économique**, de manière différenciée selon les leviers mobilisés, les publics ciblés et la position dans le cycle économique.
- La trajectoire de consolidation budgétaire pose la question de la **répartition de l'effort en dépense entre les sous-secteurs des administrations publiques**.

Décomposition de l'effort structurel depuis 2011



Nos dernières publications

Trésor-Éco

- N°405 Logement : des tensions structurelles pesant sur l'offre et la mobilité**
Diego Davo, Clémence Faivre, Anouk Pradier
- N°404 Marché du travail : quelles marges pour retrouver le chemin du plein emploi ?**
Nicolas Baaklini, Tu Duyen Nguyen
- N°403 Finances publiques : une situation dégradée, un redressement nécessaire**
Sous-direction des finances publiques
- N°402 Concurrence sur le marché à l'export américain après les droits de douane**
Camille Mémain, Clovis Kerdrain
- N°401 Changement climatique, transition bas-carbone et croissance potentielle**
Marie Cervoni, Chloé Derouen, Romain Grept

Merci de votre attention

www.tresor.economie.gouv.fr

